

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Cette année 1978 fut fertile en événements qui bousculent le chroniqueur le plus sceptique. Tout d'abord dans l'aire arabo-musulmane deux événements bouleversent toutes les données pour l'avenir : l'Iran chiite chasse le Chah en dépit de sa police et de son armée; tandis qu'Egyptiens et Israéliens finissent par signer les accords de Camp David aux USA. Ces deux faits divisent le monde arabe au niveau gouvernemental mais produisent des effets absolument contradictoires au niveau des masses : enthousiasme pour la « Révolution » iranienne et révulsion pour la « capitulation » égyptienne (1).

D'autre part le Maghreb qui s'enlise dans le conflit saharien, est agité de troubles sociaux (mais banals au Maroc) et politiques (fort graves en Tunisie), tandis que le Président Ould Daddah est renversé par des militaires. Il est difficile de ne pas inclure la politique interne de la Mauritanie dans cette chronique tant les changements qui ont eu lieu posent de problèmes internationaux en supposant qu'ils n'en soient pas la cause. En résumé, la nouvelle équipe doit surtout résoudre le problème : conclure la paix pour sauver la Mauritanie de la ruine. C'est-à-dire en clair céder le Tiris al-gharbia au F. Polisario. Mais cela implique l'abandon de l'aide saoudienne, c'est-à-dire la ruine. En termes communs cela s'appelle la quadrature du cercle. Signalons toutefois que ce qu'annonçait Ould Sadek, son équipe (et son successeur) le réalisera. C'est assez rare dans le Tiers Monde pour ne pas le signaler : la Mauritanie abandonnera la partie au grand dam du Maroc.

Mais tout ceci est éclipsé, un temps et tout au moins au Maghreb, par la mort de Boumediène à la fin de l'année.

Comment ne pas s'arrêter un instant sur le personnage ? N'étant guère portraitiste je ne dirai rien de son physique, bien que l'ayant rencontré plusieurs fois; encore que je le revoie dans son burnous sombre au milieu des étudiants, à Ben Aknoune. Quel chef d'Etat peut venir discourir ainsi sans risques ? Ce qui m'avait frappé au passage, c'était la clarté de son regard, dur certes, et la couleur de ses cheveux, sur un front impressionnant. Il écoutait, répondait, riait en jouant avec son cigare « cubain ». Car là, je l'avoue, ce fut un privilège : j'ai suivi pas à pas dans les rues d'Alger, lors de cette visite mémorable, Castro et Boumediène — et nous avons vu

(1) Dans les deux cas, même lorsque la position officielle est plus nuancée, comme au Maroc, il y a alors coupure nette avec le pays réel.

cet homme secret, fermé, découvrir la foule et s'ouvrir à elle, sourire enfin — sans doute titillé par la faconde de Fidel (ou la « frima » ou tout simplement le métier ?).

Non, je voulais plutôt témoigner dans cette chronique, de ce qu'il a été pour le Tiers Monde : un montreur de conduite. J'étais à la conférence des Non-alignés à Alger, *sommet* qui mérita ce nom. L'Algérie y initiait une politique qui, pour la première fois depuis Bandoeng, renversait l'ordre apparemment immuable des impérialismes. Quoi que l'on pense par ailleurs de Boumediène, il fut l'artisan de ce changement historique, ne serait-ce qu'en poussant toute une équipe de jeunes diplomates et jeunes universitaires algériens à présenter de sérieux dossiers pendant qu'une grande partie de la classe politique africaine se vautrait dans les hôtels internationaux, quand elle ne trafiquait point. A ce niveau, en tout cas, on ne peut pas parler de pouvoir personnel (2).

Je crois, que, au fond, la problématique de Boumediène était simple : faire appliquer par les Nantis tout ce que la générosité humaniste avait fait inscrire dans *leurs propres textes*. C'est pourquoi il poussa toujours ses équipes à faire le « forcing » dans les conférences internationales pour l'application de la charte de l'ONU avec toutes ses conséquences. Puis dans un second temps, il força la logique même du système en l'obligeant à se dépasser lui-même : ce fut l'époque de la nouvelle charte des Droits des peuples (cf. *AAN* 1976). Mais lorsque l'on adresse ainsi aux peuples, les Etats sont là; cela nous ramène donc aux conflits maghrébins. Boumediène avait en effet lancé en 1975 l'idée qu'il fallait désormais se battre pour le Maghreb des peuples. Pour cela, il forgera une Algérie, j'oserais dire de type « gaullien », c'est-à-dire fondée sur l'indépendance nationale : la maîtrise des sources d'énergie comme base sacro-sainte et la diversification concurrentielle pour éviter l'alignement : à la CEE de casser le monopole français, à l'URSS le lourd (hauts fourneaux) et l'armement, aux USA le sophistiqué (le GLN dont l'Algérie est le premier exportateur mondial), aux Français, le mauvais mariage d'amour sans cesse trompé. Cette stratégie fait que l'Algérie n'a pas de « pétro-dollars à recycler » car son taux d'investissement est un des plus hauts du monde.

I. — LES CONFLITS MAGHRÉBINS

Cette rubrique s'intitulait autrefois dans ma chronique, *l'Unité maghrébine* ! Depuis plusieurs années donc le Maghreb est en guerre. Pourquoi

(2) On ne peut que regretter à ce propos que la presse algérienne se soit laissé aller à de regrettables excès au mois d'octobre (allant jusqu'à parler de complot impérialiste) alors que la gravité de la maladie de Boumediène était depuis longtemps avérée. Par contre il est remarquable que l'Afrique ait donné enfin le spectacle de passation de pouvoir sans crimes, ni heurts, par deux fois en 1978 : au Kenya avec la disparition de J. Kenyatta et en Algérie comme l'expose dans ce volume H. Michel. Il faut le signaler, car trop souvent l'Europe se satisfait pour sa bonne conscience de l'image sanglante de « Rois-nègres » qui font bien son affaire.

se cacher derrière des mots ? Guerre il y a, avec ses morts, son cortège de haine, son chauvinisme patrioticard et son coût. Car il faut bien que quelqu'un paye et l'histoire nous apprend que c'est toujours le peuple et les défavorisés. L'augmentation du coût de la vie est de 30 % au Maroc et en Algérie depuis 1975. Bien entendu la guerre n'en est pas la seule cause mais pourtant la Mauritanie est ruinée et, comme le Maroc, ne peut plus payer ses fonctionnaires sans l'aide de l'Arabie Saoudite. Soutenu par l'Algérie (militairement) et surtout par la Libye (financièrement) le F. Polisario se montre plus dangereux que prévu et réussit à enliser l'armée marocaine dans le désert saharien. Il décrète même une trêve avec la Mauritanie, le 12 juillet, concentre ses attaques sur la partie marocaine. Pendant ce temps la diplomatie marocaine... bafouille. Il faut signaler un fait étonnant ici : le Roi fait et dit des choses pour le moins surprenantes, alors, comme ses Ministres n'ont aucune marge de manœuvre, ils répètent tous la même antienne : (3) « le dossier est clos; le Sahara est marocain, les Algériens veulent accéder à la mer ». J'ai pu me rendre compte personnellement par de nombreuses conversations, y compris avec un ancien ministre des A.E., de l'absence totale d'imagination d'une classe politique qui ne pense et ne vit que par son Roi. Dès que le Roi va découvrir et dire que les Libyens sont derrière tout cela, immédiatement toute la classe politique parle des Libyens. Cela s'est passé brutalement en deux jours ! J'insiste sur ce fait que j'ai vécu parce qu'il démontre en fait que le Roi Hassan II n'a pas de politique étrangère (4). Il espérait en la rencontre avec Boumediène à Bruxelles en novembre, que seule la maladie empêcha, cela a été confirmé au plus haut niveau. Mais le Roi du Maroc espérait, quoi ? De déconvenue en déconvenue le Maroc après avoir été surpris par les revirements de la Mauritanie, va recevoir l'offense des obsèques de Boumediène avant la gifle de Monrovia *sans comprendre*. J'en témoigne ici, les Marocains ne comprennent pas ce qui leur arrive et plutôt que de relever la cause (l'absence de politique sérieuse du Roi et/ou leur erreur d'analyse sur les Saharaouis) ils sombrent dans la paranoïa : le Maroc est victime d'un mystérieux complot.

Voyons les faits, tout au moins ceux de 1978 puisque je reparlerai du sommet de Monrovia dans l'AAN 1979.

Le Roi pensait que les obsèques de Boumediène seraient une occasion de discuter de l'avenir avec la nouvelle équipe et pour cela il prévoyait d'y envoyer le Premier Ministre, son beau-frère Osman, à la tête d'une importante délégation. Or, pendant toute la maladie de Boumediène, la

(3) Il est plus surprenant encore que l'USFP et le PPS fassent de même... et l'USFP (congrès 8/XIII) à Casa) déplore à ce propos « l'aveuglement de la gauche européenne tandis que le PPS attaque le PCF et la personne de G. Marchais (le 3/3, *Al Bayane*) en des termes pour le moins scandaleux... Il faut alors souligner ici le courage du seul Khatibi qui a osé exprimé une opinion publique (dans *Le Monde*) simplement plus nuancée, sans parler bien sûr (mais qui s'en préoccupe au Maroc ?) des « Frontistes » et « Marxistes Léninistes » qui sont en prison, parfois depuis plusieurs années sans jugement parce qu'ils sont favorables à l'autodétermination des Saharaouis.

On notera que la gauche marocaine est encore plus virulente avec le Portugal et l'Espagne. Cf. visite de A. Suarez le 28/6 et ajournement de la visite de Juan Carlos début décembre.

(4) Oserais-je ajouter : pas plus qu'il n'y a une politique intérieure cohérente !

presse et la radio marocaines se sont déchainées d'une façon scandaleuse sur « l'écroulement du régime du dictateur », sur la misère du peuple algérien, avec de perfides allusions à la collusion avec le Sionisme des mercenaires du colonel etc... sans parler de cette mystérieuse affaire du 10 décembre (un avion aurait parachuté des armes en Kabylie). Mais le point culminant de cette campagne fut l'éditorial de M.A. Alaoui le jour même de la mort de Boumediène, traitant celui-ci de vipère lubrique ou à peu près.

Et le Maroc fut tout entier, tout étonné qu'à la dernière minute l'Algérie de crut pas utile de recevoir une délégation marocaine. Les Mauritaniens eux étaient présents. En dépit de la mort de Boumediène on en est donc toujours au même point en cette fin d'année. Comme l'avait dit Boumediène le 4 octobre 1978, répondant pour la première fois à un message de Hassan II : il n'y a pas de contentieux entre l'Algérie et le Maroc; par ailleurs, comme devait le confirmer M. Boucetta à l'ONU, « le recouvrement de l'intégrité territoriale du Maroc est irréversible ». Il n'est donc plus nécessaire de rappeler les positions : l'Algérie défend le principe de l'intangibilité des frontières tracées par la colonisation et le droit des peuples à l'autodétermination et le Maroc soutient la thèse de la reconstitution d'un Etat démembré par la colonisation.

Mais à travers le Sahara depuis le Tchad jusqu'à l'Atlantique, qu'en pensent les Réguibats, les Touaregs, les Peuls, les Toubous, les Chaanbas, etc. ? Je dois avouer que je me méfie toujours des déclarations jacobines à ce sujet comme des témoignages de fidélités, j'en ai trop vu dans tous les camps depuis que je parcours le Maghreb. Alors le F. Polisario représente le peuple Sahraoui un et indivisible que le colonialisme avait maintenu à l'état tribal tandis que le Maroc croule sous les « beïa » d'hommes bleus...

Pendant ce temps de sommet en sommet annulé (cf. 2/3) le comité des Sages mis en place par l'OUA (Numeiry, Nyéréré⁽⁵⁾, Traoré, Houphouët-Boigny, Sékou Touré, Obasanjo) s'est réuni à Khartoum le 30 novembre tandis que l'AG de l'ONU vote une nouvelle résolution le 13 décembre affirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Un seul pays arabe a voté avec le Maroc contre cette résolution : l'Egypte. Une deuxième résolution invite le Comité des Sages de l'OUA à trouver une solution équitable.

Mais une fois de plus se vérifie ma théorie pendulaire (AAN, 1975) de déstabilisation : la Mauritanie redevient « algérienne » après avoir été « marocaine » et la Libye va donc s'occuper de la Tunisie à nouveau. Car seul le colonel Qaddhafi continue à croire au grand Maghreb uni et en chaque occasion propose sa réalisation immédiate. Cf. par exemple sa déclaration lors de sa visite en Algérie le 6/6. Sur cette voie difficile il se heurte parfois... à la France.

(5) Le président Nyéréré se retirera car la Tanzanie reconnaît la RASD.

II. — LES RELATIONS FRANCO-MAGHRÉBINES

Bien entendu la France est concernée au premier chef par ce conflit dans lequel elle intervient plus ou moins directement dans cette zone, en Mauritanie et au Tchad. Bien que, comme je l'ai exposé l'an dernier (*AAN*, XVI, p. 457), les intérêts de la France soient désormais au Machreq, la coopération, redéployée, continue avec le Maghreb. Je vais donc en faire le bilan sur 3 ans comme dans chacune de mes chroniques pour faciliter la comparaison et l'étude de l'évolution (comparez avec le tableau page 458, *AAN*, XVI).

A. — LA COOPÉRATION D'ETAT A ETAT

TABLEAU I
Coopérants culturels au Maghreb

	1977	1978	1979	(Juin) fin d'année scolaire 1979/1/10
Algérie	3008	2544	2514	2673
Maroc	7027	5732	4790	4933
Tunisie	1682	1263	727	862
Total	11717	9539	8031	8468

Il faut noter qu'alors que depuis quelques années la proportion des professeurs français au Maghreb diminuait, la disparition de la coopération avec le Cambodge-Laos-Vietnam, fait remonter désormais ce pourcentage et paradoxalement diminue les coûts des enseignants au Maghreb puisque ceux-ci sont désormais presque totalement pris en charge par les Etats récepteurs (3/4 pour l'Algérie et le Maroc, 50 % pour la Tunisie, 100 % pour les VSNA dans les 3 pays).

Il faut signaler l'accentuation de la distinction entre enseignants titulaires et non titulaires : 975 titulaires seulement en Algérie contre 1 538 contractuels, 1 626 au Maroc sur 4 700 enseignants et 475 en Tunisie. Cette coupure traduit bien le fait relevé depuis quelques années que les candidats à la coopération sont désormais de jeunes chômeurs ou des VSNA et que les difficultés locales, les tensions paraissent plus dissuasives que les avantages. Par ailleurs la politique d'arabisation (ou de marocanisation) porte ses fruits et il n'y a plus d'enseignants français dans le premier cycle. On peut toutefois relever une belle réussite de la coopération : une prise en charge

efficace et coordonnée d'une véritable coopération dans un domaine comme l'agriculture ou la formation professionnelle (Cf. par exemple *Actuel Développement*, n° 32, 1979, p. 35; n° 31, 1979, p. 18).

Par contre le chiffre des étudiants maghrébins atteint des proportions qui risquent de poser un jour des problèmes : 25 000 Marocains à eux seuls, ce qui dénote une incapacité du gouvernement marocain à dominer le problème de son enseignement supérieur et le laxisme du gouvernement français qui se décharge ainsi sur les universités de sa propre démagogie. Pourtant le gouvernement français continue à fournir de nombreuses bourses soit d'études, soit de stages :

TABLEAU II
Boursiers maghrébins en France

1978	Bourses études	Stages
Algérie	388	83
Maroc	362	233
Tunisie	420	186

et à financer près de 1 000 missions d'enseignants, 329 en Algérie, 146 au Maroc et 458 en Tunisie.

Il en va de même pour la coopération technique qui est redéployée et réduite : en quelques années les experts au Maghreb (si l'on excepte les VSNA) sont désormais moins de 1 000 civils, 450 environ au Maroc et en Algérie.

TABLEAU III
Coopérants techniques au Maghreb

	1978	1979 (prévisions)
Algérie	682	1418
Maroc	772	859
Tunisie	202	162
dont 647 VSNA	1655	2439

J'ai donné l'an dernier le budget global de la coopération pour 1978 et 1979 (AAN, XVI, p. 460-461). Les chiffres sont confirmés cette année : le Maghreb reçoit 419 millions de FF, soit presque la moitié du budget total (913,5) avec la répartition suivante :

TABLEAU IV

Budget de la coopération franco-maghrebine (en millions de FF)

1978	1979	
181	175	Algérie
145	165	Maroc
80	78	Tunisie
8	9,4	Libye

C'est que la France reste un partenaire très important pour les Etats du Maghreb, même s'il n'est plus le premier dans tous les domaines.

B. — LES RELATIONS PAYS PAR PAYS.

1°) France-Algérie.

La France reste le premier fournisseur de l'Algérie mais elle n'est plus que le troisième partenaire après les USA et la RFA.

	1978	1977
Exportations	6,6 soit 19,17 %	3
Importations	2,75	7,1 / 24,1 %
Déficit : 1978	3,736 milliards de F	
1977	4,949 milliards de F	

C'est la baisse des importations qui a fait diminuer le déficit.

Si l'on se réfère à la liste des accords (*infra*) que l'AAN fournit régulièrement, on peut constater que les entreprises françaises ne sont ni dynamiques ni concurrentielles sur le marché algérien. Il faut dire que beaucoup ont été échaudées dans ces dernières années (6) et que seule la société Technip poursuit ses activités tandis que la Société Interagra (dont on sait les attaches avec les pays socialistes) fait une percée dans l'agro-alimentaire (cf. le 10/9). Pour le reste les entreprises et banques françaises se mettent à l'abri derrière les pools japonais ou européens.

Pourtant le 9/2 le Président V. Giscard d'Estaing avait proposé de définir un nouveau cadre juridique et politique pour les relations bilatérales, « celui des accords d'Evian ne correspondant plus à la réalité ». Cette déclaration d'intention, bien reçue à Alger, ne fut hélas ! suivie d'aucun effet concret en 1978. Les élections de mars 1978 sont suivies avec attention et le nouveau gouvernement reçoit les félicitations d'usages. Mais l'Algérie regrette les interventions françaises en Afrique (par exemple les *Jaguar* le 8/5 en Mauritanie) et surtout au Sahara (cf. discours du président Boumediène, le 24 mai, lors du congrès des Mujahidin). Pourtant M. Bouteflika viendra à

(6) Cf. le 27/3, nationalisations de plusieurs sociétés françaises.

Paris en juillet pour que la reprise du dialogue soit efficace. Le Président français répondra le 31/7 que ce dialogue doit être ouvert mais que la France doit jouer le rôle qui est le sien (appel au sens gaulliste) et non pas intervenir. Cette dynamique de la paix soulève une campagne sarcastique dans la presse marocaine (cf. 3/8, 7/8, 28/8, etc.).

M. Deniau, ministre du commerce extérieur, vient à Alger fin septembre à l'occasion de la Foire, suivi de M. Stoleru tant il est vrai que le problème de l'émigration obère les relations. Même si la réinsertion est souhaitée de part et d'autre, les méthodes du Secrétariat d'Etat aux émigrés sont condamnées par le Conseil d'Etat le 9 décembre (cf. le 24/11), qui annule une circulaire et un décret (cf. 19 au 26/11, la semaine du dialogue français-immigrés). Finalement les certificats de résidence seront prolongés d'un an. On peut noter à ce sujet qu'une fois de plus la presse marocaine s'est déconsidérée : au lieu de se solidariser avec tous les émigrés maghrébins, on a pu lire avec stupéfaction que les ouvriers marocains n'étaient pas visés eux qui sont si appréciés des patrons français mais bien au contraire que les « mesures Stoleru » visaient à débarrasser la France de la racaille algérienne... Mon Dieu, que l'Internationale prolétarienne est dure à s'imposer face au Nationalisme (pardon ! au nationalitarisme...).

Le dernier acte politique de Boumediène, comme un testament, alors qu'il rentre à Alger pour mourir, sera dans ce message à Giscard d'Etaing, le 14 novembre, exprimant le désir d'une reprise immédiate des contacts au plus haut niveau. Ce sera le but de la nouvelle équipe. Mais sa réalisation passe par la paix retrouvée au Maghreb, car l'absence de netteté de la France à ce sujet, son désir de jouer sur tous les tableaux, ne semble même pas « rentable » si l'on en juge par les chiffres de cette année 1976 avec les autres Etats Maghrébins.

2°) France-Maroc.

Avec le Maroc c'est en effet loin d'être l'euphorie que laisserait supposer la collaboration militaire au Zaïre (cf. le 2/6) et les déclarations, surtout du Roi (7). Certes, la France vend des avions (24 « Alpha-jet » Bréguet-Dassault), des missiles (Crotales) et l'aide financière s'élève à près de 150 millions de francs sans compter un prêt gouvernemental de 330 millions de francs (compte tenu des crédits privés garantis) ; mais c'est à peu près tout : les affaires sont au point mort (cf. *infra chronologie et accords*). La commission sur la main-d'œuvre se réunit à Paris (24 au 27/1).

Chrisler-France achète une partie de ses équipements au Maroc : radiateurs, ceintures à enrouleurs, câbles, régulateurs, etc. Le SMIG est à 1,98 DH au Maroc, le plus bas du Maghreb, l'un des plus bas du monde, et pourtant seul Ted Lapidus et quelques chausseurs profitent de l'aubaine. Le Maroc ne serait-il plus ce qu'il était ?

Le Roi lance pourtant de nombreux appels à la France (et aux USA) pour qu'on lui reconnaissse sa fonction de sauveur de l'Occident menacé en

(7) Son voyage en France, prévu pour décembre, sera remis sans explication. Cf. le 14/12.

Afrique par l'URSS et Cuba interposé (cf. interview France-Inter le 16/6). Cela ne semble pas émouvoir outre mesure l'Occident ni attirer les capitaux cette année alors que l'élargissement de la CEE pose de nombreux problèmes à l'agriculture marocaine (cf. *infra*). La crise sociale est trop sérieuse cette année, les grèves se multiplient (cf. chronologie) sans toutefois déboucher sur des émeutes comme à Tunis.

3°) *France-Tunisie.*

Les relations franco-tunisiennes sont bonnes mais peu importantes, là encore marquées par le déficit: M. Hédi Nouira l'évoque lui-même. Les commissions mixtes de coopération fonctionnent désormais normalement (cf. chronologie le 3-4/7 et le 22/11), l'aide publique française est constituée par un près de 178 millions de francs plus des crédits privés garantis par la COFACE pour le financement de projets industriels et de programmes d'importations, crédits accordés à la Banque de développement de Tunisie pour les petites et moyennes entreprises. Contrairement au Maroc qui n'a reçu que M. E. Faure, la Tunisie recevra M. Beullac (20/7) et M. Stoléru (16/8) tandis que le Premier Ministre tunisien sera reçu par le Président Valéry Giscard d'Estaing le 9/1 puis le 19/6.

Cependant la gravité des émeutes de janvier, l'état d'urgence et la répression suscitèrent de virulentes critiques de la part de l'ensemble des organisations syndicales y compris les plus modérées: M. Bergeron et la CISL (M. Otto Kersten s'est même rendu à Tunis deux fois). Coup de semonce, la Tunisie elle aussi n'est plus ce qu'elle était... M. Bourguiba se fait soigner en France et en RFA et la classe politique vieillit.

4°) *France-Libye.*

La France est en déficit à l'égard des pays occidentaux et en excédent avec le Tiers Monde parce qu'elle vend des automobiles, de l'armement, surtout donc dans des secteurs « fragiles ». Mais qui peut lui jeter la pierre quand on constate l'ampleur du champ de bataille à laquelle elle ne prend, somme toute, qu'une mince part même si dans certains cas son action ne sombre pas dans le ridicule car il y a longtemps que le ridicule ne tue plus en politique (8), je veux parler de la « réconciliation nationale » au Tchad et des relations franco-libyennes dont le président Qaddhafi dit après son secrétaire d'Etat, le 19/2, sans rire, le 30/3, qu'elles se portent bien... Donc acte ! en dépit de propos « anti-français » sur l'Île de la Réunion. Le commandant Jalloud vient à Paris en juin puis en juillet, il est même reçu par le président Valéry Giscard d'Estaing le 10/7.

Les pilotes libyens s'entraînent en France et les affaires vont bien (cf. Accords, *infra*) en dépit du Tchad, de l'Ouganda et autres lieux...

(8) Comment ne pas saluer ici, fort de mes 15 ans de chroniques diplomatiques, M. de Guiringaud : enfin un Ministre, qui dit clairement ce qui est; mais bien sûr, on ne pouvait le garder, si franc ! Cf. l'article d'André FONTAINE dans *Le Monde* : « le crime des crimes... » 20/10/78.

III. — LE MAGHREB DANS LA STRATÉGIE INTERNATIONALE

Cet *AAN* consacrant son thème au Maghreb et à l'Afrique, je passerai rapidement pour ne retenir que les principaux points.

Le premier me paraît incontestablement les interventions étrangères sur le continent africain, dans lesquelles, on l'a déjà dit, la France et le Maghreb sont impliqués à divers titres, soit au Tchad (France, Libye), soit en Mauritanie, soit au Zaïre (France, Maroc). On peut retenir que la Libye, elle, intervient tous azimuts sans craindre les renversements d'alliance (Ethiopie après Somalie) ni de régimes (Ouganda contre Tanzanie), on peut noter que Cuba (dont le rôle est pour le moins ambigu en Erythrée au moins) affirma fermement n'être pour rien dans l'attaque des « Katangais » au Shaba et que manifestement les USA ont paru convaincus de la version cubaine.

Le XV^e sommet de l'OUA (Khartoum 18-24 juillet) était en fait fort divisé sur ces interventions et sur l'attitude soviéticocubaine. Le Roi Hassan II voulant éviter la coupure idéologique du continent justifiait son intervention au Zaïre (l'Occident tenant à sauver Mobutu pour des raisons rien moins qu'humanitaires...); il avait proposé la création d'une force africaine. Et nonobstant l'opposition du Congo ce fut bien une force d'intervention africaine qui prit la suite du continent franco-belge au Shaba : Maroc, Côte-d'Ivoire, Gabon, Togo, Sénégal, Centrafrique et Egypte, y participent. Sur sa lancée le Roi du Maroc proposa même à l'ONU d'envoyer un contingent en Namibie.

Mais à Khartoum, le président Boumediène, qui souligna le rôle négatif de la France dans les conflits inter-africains ne put faire admettre le F. Polisario. De même on expulsa « proprement » les Comores et si l'Angola et le Zaïre s'y réconcilièrent on évita de parler de l'Erythrée...

La Somalie et la Yougoslavie allaient par la suite se faire les porte-parole de l'Afrique pour « menacer » Cuba de l'expulsion des Non-Alignés. Le discours d'ouverture, à Belgrade, de Tito, le dernier survivant de Bandoeng, fut particulièrement dur en ce sens. Or, c'est Cuba qui organise le sommet en 1979.

De plus quelques raisons pèsent dans l'hésitation des Africains : la coopération soviétique est lourde et certains pays (comme l'Angola... et le Maroc) ont besoin de technologies occidentales.

*
*

C'est en effet le deuxième point remarquable à mon sens : l'URSS a essuyé quelques déconvenues en Afrique et au Moyen-Orient et par delà le discours (appui aux Etats et aux mouvements « progressistes »), l'Union soviétique commence largement avec les Etats « réactionnaires » dont le

nationalisme, positif quand il était anti-colonialiste, n'est plus qu'instrument entre les mains impérialistes quand il devient chauvinisme... On connaît cette thèse, qui n'est d'ailleurs guère appréciée de la gauche arabe, maghrébine et surtout marocaine. Car c'est bien là le paradoxe : Le Maroc devient le premier partenaire économique de l'URSS en Afrique, avec l'accord signé le 10 mars 1978 à Moscou par A. Osman. La mise en valeur du gisement de Meskala représente un investissement de plusieurs milliards de dollars. Le Maroc remboursera par des livraisons accrues de phosphates (9) et comme depuis quelques années des agrumes, des conserves, du poisson et du liège. L'URSS assume l'indépendance pétrolière du Maroc, mais construit également barrages, centrales et entrepôts frigorifiques... L'accord de pêche (signé le 27/4) a buté un instant sur l'étendue des eaux du Sahara « récupéré » mais comme toujours avec l'URSS, le commerce l'emporte sur l'idéologie et les promesses faites à Alger et au F. Polisario... Alger demanda bien des explications sur les accords de pêche URSS/Maroc : la réponse fut diplomatique et d'ailleurs fort différente à Moscou et dans les ambassades russes à Rabat et Alger... Et pourtant au même moment le GLN algérien arrive aux USA dont l'Algérie devient le premier fournisseur... Le Roi Hassan II se rend enfin en Amérique (après plusieurs renvois) mais n'obtient pas d'armements sophistiqués pour lutter contre le F. Polisario tandis que les Américains finissent l'évacuation des bases au Maroc. Il est vrai que le mot « base » n'a peut-être plus le même sens puisqu'il s'agit en l'occurrence d'installations de télécommunications qui permettaient les liaisons avec la VI^e flotte US en Méditerranée. Aujourd'hui les satellites sont sans doute plus efficaces... Mais le Maroc a ainsi permis plusieurs fois aux Américains de faire « le grand saut » vers le Viet-Nam et Israël : ce qui laisse sceptique sur les intentions du Roi à propos des Palestiniens.

*
**

Le troisième fait éclipser tous les autres. C'est la signature des accords de Camp David. Le monde arabe en sort divisé et meurtri mais que peut-il faire sans l'Egypte ?

Il n'est pas dans ma compétence de porter un jugement sur l'action de Sadate : il a franchi la Mer Rouge, l'histoire dira si ce fut le Rubicon. Le Maroc officiel apporte son appui au président Sadate (qui s'arrête d'ailleurs à Rabat lors de son retour des USA). M. Boucetta le redira au *Monde* du 28/6/78; mais je doute que le Roi ait l'assentiment populaire...

La Tunisie, quant à elle, rejette le contenu des accords qui ne comporte pas le respect des décisions du sommet de Rabat (1974) en ce qui concerne les Palestiniens, mais ne condamne pas explicitement l'action du président Sadate.

(9) Je reformule une vieille question *impertinente* que j'avais soulevée dans l'AAN il y a plusieurs années : cette année les mineurs de Khouribga ont mené une lutte très dure (grèves : cf. chronologie) : qu'en est-il du pillage du Tiers-Monde quand un minerai part ainsi vers un pays socialiste ? Qu'en est-il de l'extorsion de la plus-value ? Qu'en pensent les prolétaires de tous les pays ?

L'Algérie et la Libye, elles, sont dans le Front du refus et de la fermeté avec la Syrie (bien mal à l'aise au Liban) et le Yémen du Sud qui s'auto-assassine allègrement. Ceci explique que le sommet réuni à Bagdad en novembre soit très divisé sur les sanctions effectives à prendre contre l'Egypte. La plus spectaculaire sera, bien sûr, le repli du siège de la Ligue arabe vers Tunis, et le « gel provisoire » de l'aide arabe à l'Egypte.

*
**

Pendant ce temps les Etats maghrébins s'inquiètent de l'élargissement de la CEE, qui bouleversera leurs exportations agricoles (rencontre de Guiringaud/Fitouri à Tunis le 10/6), le tourisme rapporte moins que ce que l'on avait cru, les conférences Nord-Sud (10) s'enlisent dans les salons des capitales, faisant de cette décennie du développement une décennie de désillusion. Même la conférence sur le droit de la mer s'éternise parce que l'enjeu est important et qu'aucun Etat-Nation ne veut céder. Ainsi les 53 pays sans littoral essayent-ils de créer une minorité de blocage pour éviter que la (future) convention ne leur soit pas trop défavorable.

Le seul point positif à signaler est peut-être à l'actif de la CNUCED : celle-ci adopte enfin une résolution sur la dette du Tiers Monde (j'avais proposé cela en... 1970 ! cf. AAN).

Ce n'est qu'un jalon car il n'est pas question d'annuler ces 300 milliards de dollars comme nous sommes nombreux à le demander, ici y compris, depuis de longues années et jusque et y compris sur l'argument commercial que cela relancerait les affaires car certains pays pourraient à nouveau... s'endetter ? Le seul service de la dette représente 15 milliards de dollars par an (11) c'est-à-dire plus que « l'aide » globale et les appels de MM. Cheysson et Mac Namara n'empêchent pas ce dialogue de sourds que l'on persiste à nommer *dialogue Nord-Sud*. 32 pays ont un PNB inférieur à 300 dollars par habitant et par an et parallèlement les quotas du FMI ont été révisés au profit des pays producteurs de pétrole... mais pas du Quart Monde.

On sait aujourd'hui que le gros problème pour l'avenir c'est que l'on ne pourra plus « recycler les pétro-dollars » faute d'investissements intéressants...

Pendant ce temps l'appauprississement se poursuit, ne serait-ce que par le simple mécanisme de la DTE; en partie à cause de l'inflation, les produits industrialisés augmentent et les prix de certains produits de base baissent.

(10) J'ai écrit l'an dernier ce que je pensais de la mobilisation des élites du Tiers Monde dans les conférences internationales : je persiste !

(11) Et pourtant les Etats maghrébins continuent. Cf. Accords dont : prêt de la BIRD :

172 millions de \$ en 1978 pour l'Algérie,

133 millions de \$ en 1978 pour le Maroc,

67 millions de \$ en 1978 pour la Tunisie.

Cf. mes chiffres pour 1977, AAN, p. 470.

Mais, j'ai cru comprendre au cours de ces deux décennies désormais de chronique diplomatique, que les choses « sérieuses » ne permettent pas de rêver. Alors puisqu'il était utopiste de penser que nous pourrions partager, puisque nous ne le voulons pas, un jour « ils » viendront TOUT nous prendre. Comment alors expliquerons-nous cela à nos enfants ?

Bruno ETIENNE.